

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Toulouse, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DENJEAN GRANULATS ST JULIEN

Lieu-dit Pichet
31430 Saint-Élix-Le-Château

Références : 2025/500
Code AIOT : 0003701204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/09/2025 dans l'établissement DENJEAN GRANULATS ST JULIEN implanté LIEU DIT LE VIGNOBLE et COUOTE 31220 Saint-Julien-sur-Garonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENJEAN GRANULATS ST JULIEN
- LIEU DIT LE VIGNOBLE et COUOTE 31220 Saint-Julien-sur-Garonne
- Code AIOT : 0003701204
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 4 juin 2018, l'exploitation de cette carrière alluvionnaire d'une superficie de 28 ha a été autorisée pour une durée de 20 ans.

Le tonnage maximal annuel autorisé est de 400 000t, et un tonnage moyen de 250 000t.

Elle abrite également une aire de transit d'une superficie de 50 000m².

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Remblayage de carrière :	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Registres et plans des carrières à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- la nécessité de compléter le plan d'exploitation;
- la nécessité d'améliorer le contrôle et la traçabilité de l'accueil des inertes extérieurs à l'exploitation;
- la nécessité de mettre en œuvre le suivi des retombées poussières avec la méthode des jauges Owen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remblayage de carrière :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage de carrière :
Prescription contrôlée : 12.3. Remblayage de carrière : I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient

<p>compatibles avec le fond géochimique local ;</p> <p>- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.</p> <p>III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié la procédure d'acceptation des inertes extérieurs à l'exploitation de la carrière, notamment les Déclarations d'Acceptation Préalables (DAP).</p> <p>Au sens des dispositions de la prescription contrôlée et des attendus de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, le suivi et la traçabilité des déchets doivent être améliorés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au niveau du contrôle visuel à l'entrée et au déchargement, l'adéquation entre le déchet considéré et son code déchet applicable doit être vérifié et correspondre à celui mentionné sur la DAP.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Registres et plans des carrière à ciel ouvert

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans des carrière à ciel ouvert</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Registres et plans de carrières à ciel ouvert</p> <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <p>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan d'exploitation actualisé depuis moins d'un an.</p> <p>Au sens des dispositions de la prescriptions contrôlée et des attendus de l'article 5 du même arrêté ministériel, il appartient à l'exploitant de compléter son plan d'exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il doit notamment faire reporter la bande des 50m, les parties réaménagées et la borne de nivellement.</p> <p>Les mesures bathymétriques peuvent également utilement être reportées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008)-méthode des plaquettes de dépôt-et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p>

<p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des retombées poussières pour cette carrière est basée sur la réglementation qui encadre l'activité de l'installation de traitement.</p> <p>Au niveau de la profession, dans sa grande majorité le suivi en vigueur est basée sur la méthode des jauges Owen.</p> <p>Elle est beaucoup plus représentative et cohérente avec les suivis adoptés pour les plans de protection de l'atmosphère.</p> <p>Il n'existe pas de lien mathématiques pour corrélér des mesures plaquettes avec les jauges.</p> <p>Cette installation ne bénéficiant plus de l'antériorité, les mesures de retombées poussières par plaquettes doivent être réalisées par jauges OWEN.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>2 possibilités pour l'exploitant, se conformer au suivi des retombées poussières sur jauges Owen selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, ou définir ce suivi selon les dispositions des articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>L'inspection des installations classées propose de privilégier les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>